

Verwachte vaardigheden	Situaties	Thematische velden	Uitvoeringsomstandigheden
De spreekvaardigheid :			
De leerling zal in staat zijn zich mondeling uit te drukken :	— op privé vlak — op professioneel vlak — tegenover anderen (even-tueel in een groep) — aan de telefoon	— identiteit, personalia, adres — vrije tijd, hobby's — waaraan men een hekel heeft — verplaatsingen, transport, oriëntatie — uren, data — het weer — producten (naargelang uit-geoefende activiteit) — opleiding, werk — aankopen, betaling — lichamelijke conditie (gezondheid, vermoeidheid,...)	— naargelang de noden van de communicatiesituatie — in een register aangepast aan de situatie en de gesprekspartner — een woord, een standaard-zin, stereotiepe uitdrukkingen, eenvoudige zinnen — in gestructureerde situaties waarmee de leerling vertrouwd is gemaakt — in aanwezigheid van een welwillende gesprekspartner — de boodschap moet begrij-pelijk zijn
De schrijfvaardigheid :			
De leerling zal in staat zijn om :	— een gewoon formulier in te vullen (transportdocument, bestelbon, reservatieformulier, identificatieblad,...) — een memo op te maken (ont-vangstbericht, punctuele infor-matie, uittreksel, ...) — informatie omzetten vanaf een geschreven tekst (catalogi, brochures, reclame,...) — een fax op te stellen, e-mails te versturen — gewone brieven op te stel-len - door standaardbrieven aan te passen - door standaardparagrafen uit een databank te kiezen	— op privé vlak — op professioneel vlak	— persoonlijke identificatie — domeinen met betrekking tot de beroepsactiviteit — inlichtingen omtrent vrije tijdsactiviteiten — oriëntatie, te volgen reisweg of baan,...
— eventueel met behulp van een tweetalige woordenlijst of -boek (papier of elektronisch) — zonder fouten die de bood-schap onbegrijpelijk maken — leesbaar — wat betreft faberichten en brieven : - met een model voor ogen - met oog voor de elementaire schrijfregels			



F. 2000 — 1255

[C — 2000/29207]

10 AVRIL 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement — Ministère de la Communauté française

RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

I. Présentation générale

Le présent arrêté poursuit deux objectifs.

Il a tout d'abord pour objet d'intégrer dans l'arrêté qu'il modifie, ci-après appelé le règlement organique, les grades dont seront désormais titulaires les agents chargés d'exercer les fonctions de conseiller de l'Aide à la jeunesse, de directeur de l'Aide à la jeunesse, de conseiller-adjoint de l'Aide à la jeunesse et de directeur adjoint de l'Aide à la jeunesse, en application de l'arrêté du Gouvernement du 7 janvier 1999 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'Aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'Aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse.

Il assouplit ensuite les règles relatives au recrutement et à la carrière du personnel informatique.

II. Commentaire des articles

1. L'article 1er adapte l'annexe I du règlement organique.

Le point 1° a pour objet de réparer une erreur matérielle en supprimant une disposition relative à la nomination au grade de directeur général adjoint.

Le point 2° insère parmi les grades repris dans l'annexe susvisée le grade correspondant aux fonctions de directeur de l'Aide à la jeunesse et de conseiller de l'Aide à la jeunesse visées au point I du présent rapport.

Le point 3° amende la règle propre à la promotion par accession au niveau supérieur dans un grade correspondant à un emploi de la carrière du personnel informatique en ajoutant à la condition de diplôme initialement prévue la condition alternative d'être affecté depuis un an au moins à un emploi du Service général concerné.

Le point 4° insère parmi les grades repris dans la même annexe le grade correspondant aux fonctions de directeur adjoint de l'Aide à la jeunesse et de conseiller adjoint de l'Aide à la jeunesse visées au point I du présent rapport.

2. L'article 2 complète la liste des diplômes dont doivent être titulaires les candidats au recrutement dans un grade de la carrière informatique.

Les modifications ainsi opérées à l'annexe II du règlement organique le sont en conformité avec les propositions formulées par le Secrétaire permanent au recrutement.

3. L'article 3 fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

10 AVRIL 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement — Ministère de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, notamment l'article 13;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 38 tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécunaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 30ter;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement — Ministère de la Communauté française;

Vu les protocoles n° 220 et 220bis du Comité du Secteur XVII, conclus respectivement les 9 juin et 19 octobre 1999.

Vu l'avis du Conseil de Direction, donné le 2 août 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mai 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 mai 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 1999;

Vu la concertation intervenue avec le Secrétaire permanent au recrutement, en date du 16 août 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 8 novembre 1999 sur la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 12 janvier 2000 en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 16 mars 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement — Ministère de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° La première des deux lignes relatives à la nomination au grade de Directeur général adjoint est supprimée.

2° Entre la ligne relative à la nomination au grade de Directeur - Catégorie : Expert - Groupe : 3 et la ligne relative à la nomination au grade de Directeur-Catégorie : Expert - Groupe : 1, la ligne suivante est insérée :

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de Grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
12	Directeur	Expert	2		Attaché ou attaché principal					Article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 7 janvier 1999 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'Aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'Aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse	

3°) Dans la ligne relative à la nomination au grade d'attaché - catégorie : expert - groupe : 4, à la colonne 12,

la mention : « Pour le 8 : être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur économique ou technique de type court obtenu dans la section informatique, la section comptabilité option informatique, la section programmation, la section électronique »,

est remplacée par la mention :

« Pour le 8 : soit être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur économique ou technique de type court obtenu dans la section informatique, la section comptabilité option informatique, la section programmation, la section électronique soit être affecté à un emploi de l'Administration générale de la Culture et de l'Informatique - Service général de l'Informatique et des statistiques depuis un an au moins ».

4° Entre la ligne relative à la nomination au grade d'Attaché — catégorie : expert - groupe : 3 et la ligne relative au grade d'Attaché - expert - groupe : 1, la ligne suivante est insérée :

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de Grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
10	Attaché	Expert	2				Grades du niveau 2+ de la catégorie spécialisé de groupe 3 ou de groupe 2			Article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 7 janvier 1999 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'Aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'Aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse	

Art. 2. A l'annexe 2 du même arrêté, la liste des diplômes exigés reprise en regard du grade « Attaché-Expert — 4 » est remplacée par la liste suivante :

- « — ingénieur civil;
- ingénieur commercial;
- ingénieur de gestion;
- ingénieur agronome;
- ingénieur chimiste et des bio-industries;
- ingénieur industriel;
- licencié ou maître en informatique;
- ingénieur civil architecte;
- certificat délivré aux lauréats de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil;
- licencié ou maître en sciences économiques;
- licencié en sciences (toutes spécialités);
- licencié en sciences économiques appliquées;
- licencié ou maître en sciences de gestion;
- licencié en sciences commerciales. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des dispositions de l'article 2, 2° et 4°, qui produisent leurs effets au 1er février 1999.

Art. 4. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 avril 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française,
Le Ministre de la Fonction publique,
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 2000 — 1255

[C — 2000/29207]

10 APRIL 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering — Ministerie van de Franse Gemeenschap

VERSLAG AAN DE REGERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

I. ALGEMENE TOELICHTING

Dit besluit heeft twee doelstellingen.

Het heeft eerst ten doel in het besluit dat het wijzigt, hierna « het organiek reglement » genoemd, de graden in te voeren waarvan de ambtenaren voortaan houder zullen zijn die de ambten uitoefenen van adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd, directeur bij de hulpverlening aan de jeugd, adjunct-adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd en adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd, met toepassing van het besluit van de Regering van 7 januari 1999 betreffende de ambtenaren van de Diensten van de Regering belast met de uitoefening van de bevoegdheden van adviseur of directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd ter uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Vervolgens maakt het de regels betreffende de werving en de loopbaan van het informaticapersoneel soepeler.

II. Commentaar bij de artikelen

1. Artikel 1 past bijlage I van het organiek reglement aan.

Punt 1° heeft ten doel een materiële fout te verbeteren, door een bepaling betreffende de benoeming in de graad van adjunct-directeur-generaal te schrappen.

Punt 2° voegt in de graden vermeld in de bovenvermelde bijlage de graad in die overeenstemt met de ambten van directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd, bedoeld in punt I van dit verslag.

Punt 3° wijzigt de regel voor de bevordering door overgang naar het hogere niveau in een graad die overeenstemt met een betrekking van de loopbaan van het informaticapersoneel, door aan de oorspronkelijk bepaalde voorwaarde inzake diploma de alternatieve voorwaarde toe te voegen volgens welke de ambtenaar sedert ten minste één jaar voor een betrekking van de betrokken Algemene Dienst dient aangewezen te zijn.

Punt 4° voegt in de graden vermeld in dezelfde bijlage de graad in die overeenstemt met de ambten van adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en adjunct-adiseur bij de hulpverlening aan de jeugd, bedoeld in punt I van dit verslag.

2. Artikel 2 vult de lijst aan van de diploma's waarvan de kandidaten voor de werving in een graad van de informaticaloopbaanhouder moeten zijn.

De wijzigingen aan bijlage II van het organiek reglement worden aangebracht in overeenstemming met de voorstellen die door de Vaste Wervingssecretaris werden ingediend.

3. Artikel 3 stelt de datum voor de inwerkingtreding van dit besluit vast.

10 APRIL 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering. — Ministerie van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 38, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 30ter;

Gelet op het besluit van de Regering van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de protocollen nrs. 220 en 220bis van Sectorcomité XVII, respectievelijk gesloten op 9 juni en 19 oktober 1999;

Gelet op het advies van de Directieraad, gegeven op 2 augustus 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 mei 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 mei 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 1999;

Gelet op het overleg met de Vaste Wervingssecretaris dat op 16 augustus 1999 heeft plaatsgevonden;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 8 november 1999 over de aanvraag om advies te verstrekken binnen een termijn van niet meer dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 januari 2000, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 16 maart 2000,

Besluit :

Artikel 1. In bijlage 1 van het besluit van de Regering van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering - Ministerie van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) De eerste van de twee regels betreffende de benoeming in de graad van Adjunct-directeur-generaal wordt geschrapt.

2°) Tussen de regel betreffende de benoeming in de graad van Directeur – Categorie : Deskundig – Groep : 3 en de regel betreffende de benoeming in de graad van Directeur – Categorie : Deskundig – Groep : 1, wordt de volgende regel ingevoegd :

Rang	Graad	Categorie	Groep	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering in de vlakke loopbaan	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Verandering van categorie	Verandering van groep	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
12	Directeur	Deskundig	2		Attaché of eerstaanwezend attaché					Artikel 2 van het besluit van de Regering van 7 januari 1999 betreffende de ambtenaren van de Diensten van de Regering belast met de uitvoering van de bevoegdheden van adviseur of directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd ter uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd	

3°) In de regel betreffende de benoeming in de graad van attaché – categorie : deskundig – groep : 4, in de kolom 12, wordt de vermelding :

« Voor 8 :houder zijn van een diploma van economisch of technisch hoger onderwijs van het korte type, behaald in de afdeling informatica, de afdeling boekhouding - optie informatica, de afdeling programmatie, de afdeling elektronica »,

vervangen door de vermelding :

« Voor 8 : ofwel houder zijn van een diploma van economisch of technisch hoger onderwijs van het korte type, behaald in de afdeling informatica, de afdeling boekhouding – optie informatica, de afdeling programmatie, de afdeling elektronica, ofwel aangewezen zijn voor een dienst van het Algemeen Bestuur Cultuur en Informatica – Algemene Dienst Informatica en Statistieken sedert ten minste één jaar ».

4°) Tussen de regel betreffende de benoeming in de graad van Attaché – categorie : deskundig – groep : 3, en de regel betreffende de graad van Attaché – categorie : deskundig – groep : 1, wordt de volgende regel ingevoegd :

Rang	Graad	Categorie	Groep	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering in de vlakke loopbaan	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Verandering van categorie	Verandering van groep	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
10	Attaché	Deskundig	2				Graden van niveau 2+ van de categorie « gespecialiseerd » van groep 3 of van groep 2			Artikel 2 van het besluit van de Regering van 7 januari 1999 betreffende de ambtenaren van de Diensten van de Regering belast met de uitvoering van de bevoegdheden van adviseur of directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd ter uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd	

Art. 2. In bijlage 2 van hetzelfde besluit, wordt de lijst van de vereiste diploma's vermeld naast de graad « Attaché – Deskundig – 4 » vervangen door de volgende lijst :

- Burgerlijk ingenieur;
- Handelingenieur;
- Beheersingenieur;
- Landbouwkundig ingenieur;
- Scheikundig ingenieur en ingenieur bio-industrie;
- Industrieel ingenieur;
- Licentiaat of meester in de informatica;
- Burgerlijk ingenieur-architect;
- Getuigschrift uitgereikt aan de geslaagden van de polytechnische afdeling van de Koninklijke Militaire School die de titel van burgerlijk ingenieur mogen voeren;
- Licentiaat of meester in de economische wetenschappen;
- Licentiaat in de wetenschappen (alle specialiteiten);
- Licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen;
- Licentiaat of meester in de beheerswetenschappen;
- Licentiaat in de handelswetenschappen. ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de bepalingen van artikel 2, 2° en 4°, die met ingang van 1 februari 1999 uitwerking hebben.

Art. 4. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 april 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Ambtenarenzaken,

W. TAMINIAUX

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2000 — 1256 (1999 — 3170)

[2000/33031]

10. MAI 1999 — Dekret zur Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region in den Angelegenheiten Beschäftigung und Ausgrabungen durch die Deutschsprachige Gemeinschaft Erratum

Dekret vom 10. Mai 1999 zur Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region in den Angelegenheiten Beschäftigung und Ausgrabungen durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. September 1999, S. 36533, deutsche Fassung: In Artikel 7, am Satzanfang, ist anstelle von "Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft" "Die Regierung der Wallonischen Region" zu lesen.

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 2000 — 1256 (1999 — 3170)

[2000/33031]

10 MAI 1999. — Décret relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles. — Erratum

Décret du 10 mai 1999 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles, publié au *Moniteur belge* du 29 septembre 1999, page 36533, version allemande : à l'article 7 en début de phrase, il faut lire "Die Regierung der Wallonischen Region" au lieu de "Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft".

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 1256 (1999 — 3170)

[2000/33031]

10 MEI 1999. — Decreet betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake tewerkstelling en opgravingen. — Erratum

Decreet van 10 mei 1999 betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake tewerkstelling en opgravingen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 september 1999, blz. 36533, Duitse versie : in artikel 7, in het begin van de zin moet in plaats van "Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft" "Die Regierung der Wallonischen Region" worden gelezen.